AUDIT – CONSEIL – EXPERTISE – managers

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

SIEGE SOCIAL ET CORRESPONDANCE: 38, rue Rennequin - 75017 Paris

Tél: 06 16 19 51 01

 $\pmb{Email: audit conseil managers@gmail.com}\\$

DISTRICT DE L'ESSONNE DE FOOTBALL
RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR L'EXERCICE CLOS LE 30.06.2025

DISTRICT DE L'ESSONNE DE FOOTBALL ASSOCIATION LOI 1901 Domaine du Carouge 52, rue du Mesnil - BP 46 91223 BRETIGNY S/ ORGE CEDEX

SIRET: 321.304.248.00024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2025

Mesdames, Messieurs,

1. **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association DISTRICT DE L'ESSONNE FOOTBALL, relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. **FONDEMENT DE L'OPINION**

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} juillet 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale, sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le comité directeur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à PARIS, le 26 septembre 2025

A.C.E. managers Commissaire aux comptes Membre de la Cie régionale de Paris

> Le Gérant Sylvain BLOT

Commissaire aux comptes Membre de la Cie régionale de Paris DISTRICT DE L'ESSONNE DE FOOTBALL ASSOCIATION LOI 1901 Domaine du Carouge 52, rue du Mesnil - BP 46 91223 BRETIGNY S/ ORGE CEDEX

SIRET: 321.304.248.00024

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2025

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés.

Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune de ces conventions.

Fait à PARIS, le 26 septembre 2025

A.C.E. managers Commissaire aux comptes Membre de la Cie régionale de Paris

Le Gérant
Sylvain BLOT
Commissaire aux comptes
Membre de la Cie régionale de Paris

BILAN ACTIF

DISTRICT DE L'ESSONNE DE FOOTBALL

Exercice clos le 30/06/2025

BILAN	Brut	Amortissement Provisions	Net au 30/06/25	Net au 30/06/24
ACTIF				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Concessions et droits similaires	14 772,00	-14 772,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	32.2			
Achat terrain	90,000,00		90 000,00	90 000,00
Construction	745 921,48	-676 859,41	69 062,07	76 404,99
Inst Aménagement	653 520,32	-505 090,24	148 430,08	171 807,89
Matériel de Transport	61 233,61	-41 373,10	19 860,51	25 818,66
Mobilier Matériel	296 572,93	-292 022,79	4 550,14	10 484,66
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		SANGE OF STREET		
Autres titres immobilisés	0,00		0,00	0,00
Autres immobilisations financières	541,96		541,96	541,96
ACTIF IMMOBILISE	1 862 562,30	-1 530 117,54	332 444,76	375 058,16
STOCKS				
Stocks marchandises	21 010,00		21 010,00	10 782,38
CREANCES				
Clubs	19 661,72	0,00	19 661,72	36 954,25
Clients et Comptes rattachés	0,00	10000	0,00	915,00
Autres créances	235 904,19		235 904,19	268 854,99
DISPONIBILITES	552 281,43		552 281,43	445 099,10
Charges Constatés d'Avance	13 529,74		13 529,74	6 446,43
ACTIF CIRCULANT	842 387,08	0,00	842 387,08	769 052,15
TOTAL ACTIF	2 704 949,38	-1 530 117,54	1 174 831,84	1 144 110,31

BILAN PASSIF

DISTRICT DE L'ESSONNE DE FOOTBALL

Exercice clos le 30/06/2025

BILAN		Net au 30/06/25	Net au 30/06/24
PASSIF			
Fonds Associatif		80 178,43	80 178,43
Report à nouveau		614 382,99	
Résultat de l'exercice		22 686,79	
Subventions d'Investissements		12 826,03	
CAPITAUX PROPRES		730 074,24	708 887,45
PROVISIONS POUR RISQUES ET CH	ARGES		
Provisions risques et charges	A VIDEOUS SOLVE BASIS	23 425,00	22 352,00
Emprunts et dettes auprès des établissements d	de crédits	114 133,12	132 445,38
Intérêts Courus		0,00	0,00
Dettes Fournisseurs et Comptes Rattachés		67 407,70	
Personnel		38 551,46	41 056,83
Organismes Sociaux	1	30 281,73	28 171,41
Autres dettes fiscales et sociales		675,12	70
Dettes Fiscales et Sociales		69 508,31	
Autres dettes (collectif clubs)		25 878,29	
Charges à Payer		119 905,18	The state of the s
Produits Constatés d'Avance		24 500,00	120
DETTES		421 332,60	412 870,86
	TOTAL PASSIF	1 174 831,84	1 144 110,31

COMPTE DE RESULTAT

DISTRICT DE L'ESSONNE DE FOOTBALL

COMPTE DE RESULTAT	du 01/07/24 au 30/06/25	du 01/07/23 au 30/06/24	du 01/07/22 au 30/06/23
PRODUITS			
AUTRES VENTES	104 460,45	94 728,00	128 582,40
FRAIS DE PUBLICATION	0,00	0,00	0,00
RECETTES ADMINISTRATIVES	126 812,00	121 099,00	110 350,00
SUBVENTIONS D'EXPLOITATIONS	410 741,24	375 532,82	294 352,82
QUOTE PART LPIFF	330 807,43	323 712,49	300 612,19
AUTRES PRODUITS	62 967,81	60 524,78	135 761,52
<u>Total</u>	1 035 788,93	975 597,09	969 658,93
CONSOMMATION M/SES & MAT			
VARIATION DES STOCKS	-10 227,62	2 567,62	7 980,42
AUTRES ACHATS	222 137,96	257 210,64	245 576,47
SERVICES EXTERIEURS	87 188,08	79 634,42	72 818,34
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	177 539,76	163 708,81	168 322,12
<u>Total</u>	476 638,18	503 121,49	494 697,35
MARGE GLOBALE	559 150,75	472 475,60	474 961,58
CHARGES			
IMPOTS ET TAXES	16 508,21	12 671,59	25 304,80
SALAIRES ET TRAITEMENTS	318 182,66	306 132,62	288 019,71
CHARGES SOCIALES	115 968,22	99 728,33	126 479,36
DOTATIONS AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	44 562,40	46 938,87	46 737,52
SUBVENTIONS ACCORDEES	42 410,37	1 300,00	1 600,00
<u>Total</u>	537 631,86	466 771,41	488 141,39
RESULTAT D'EXPLOITATION	21 518,89	5 704,19	-13 179,81
PRODUITS FINANCIERS	3 550,60	3 611,16	2 824,17
CHARGES FINANCIERES	2 382,70	2 686,44	2 071,01
<u>Résultat financier</u>	1 167,90	924,72	753,16
RESULTAT COURANT	22 686,79	6 628,91	-12 426,65
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	60 534,56	79 290,73
QUOTE PART/ SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	1 911,29
REPRISE SUR PROVISION	0,00	0,00	14 978,00
PERTES SUR COMPTES CLUBS	0,00	0,00	928,47
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00	13 590,78	25 980,86
Résultat exceptionnel	0,00	46 943,78	69 270,69
RESULTAT DE L'EXERCICE	22 686,79	53 572,69	56 844,04

EURC

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- · permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- le PCG 1999 approuvé par arrêté ministériel du 22 Juin 1999
- la loi nº 83 353 du 30 Avril 1983
- le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983
- les règlements comptables :
- 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
- 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
- 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs
- 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations
- 2022-06 introduisant des modifications relatives à la présentation des comptes et à l'évaluation de certains postes du bilan et du compte de résultat.

Changements de méthode

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2022-06, plusieurs ajustements méthodologiques ont été opérés :

- Suppression de la notion de tranferts de charges : Les transferts de charges ne sont plus comptabilisés en tant que tels et sont désormais intégrés dans les rubriques appropriées.
- Redéfinition des produits et charges exceptionnels: Cette catégorie est désormais limitée aux évènements majeurs et inhabituels. Ainsi, les éléments précédemment comptabilisés en exceptionnel sont désormais ventilés dans les résultats d'exploitation ou financier selon leur nature.
- Reclassements et harmonisation des comptes : La présentation du bilan et du compte de résultat a été adaptée selon les nouveaux modèles imposés par le règlement.

Les comptes de l'exercice présentés sont comparables à ceux de l'exercice précédent, sous réserve des modifications mentionnés ci-dessus.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Le coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode premier entrée, premier sorti.



Engagements de retraite

L'association a constaté ses engagements sous forme de provision.

Subventions

Les subventions reçues sont d'origine privées pour 191 941 Euros et d'origine publiques pour 218 800 Euros.

Actif immobilisé
Désignation: DISTRICT DE L'ESSONNE DE FOOTBALL

		Valeur brute	Augmei	ntations
CADRE A : IMMOBILISATI	ONS	en début d'exercice	Réévaluation exercice	Acquisitions créations
Frais d'établissement R&D	TOTAL 1			
Autres postes d'immo. incorporelles	TOTAL 2	14772		
Terrains		90 000		
Constructions sur sol propre		745 922		
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, a	gencement.			
Installations techniques, matériel et out	illage ind.			
Installations générales, agencts., améng	ts. dives	653 520		
Autres matériels de transport		91 810		
Matériel de bureau et informatique, mo	bilier	295 696		877
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
	TOTAL 3	1 876 948		877
Participations évaluées par mise en équ	ivalence			
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts & autres immobilisations financiè	eres	542		
	TOTAL 4	542		
TOTAL GÉNÉRA	L (1+2+3+4)	1 892 262		877

			Diminutions		Valeur brute des immobilisations	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence
CADRE B	IMMOBIL	ISATIONS	Par virement	Par cession	en fin d'exercice	Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Frais d'établisses	ment R&D	TOTAL 1			ALBERT THE	
Autres postes d'i	immo. incorporelle	s TOTAL 2			14 772	
Terrains					90 000	
	sur sol propre				745 922	
Constructions	sur sol d'autrui					
	Inst. gales., agend	ets. et am. const.				
Installations tech	nniques matériel et	outillage				
Autres	Inst. gales., agend	ets., amé-			653 520	
immo.	Matériel de trans	port		30 576	61 234	
corporelles		u & informatique			296 573	
2007	Emballages récup	pérables & divers				
Immobilisations	corporelles en cou					
Avances & acon	nptes					
		TOTAL 3		30 576	1 847 249	
Participations év	aluées par mise en	équivalence				
Autres participa	tions					
Autres titres imp	nobilisés					
Prêts & autres in	nmobilisations fina	ancières			542	
		TOTAL 4			542	
	TOTAL GÉN	ÉRAL (1+2+3+4)		30 576	1 862 562	

C	CADRE A	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCIC				
Immobilisa	tions amortissabl	es	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissem et de développem		OTAL 1				
Autres immobilis	ations incorporelle TO	s OTAL 2	14 772			14 772
Terrains						
	sur sol propre		669 516	7 343		676 859
Constructions	sur sol d'autrui installations géné	rales				
Installations techn matériel et outilla						
Autres	installations géné	rales	481 713	23 377		505 090
immobilisations	matériel de transp		65 991	5 958	30 576	41 373
corporelles	matériel de burea		285 212	6 811		292 023
	emballages récup	érables				
	TO	OTAL 3	1 502 432	43 489	30 576	1 515 345
то	TAL GÉNÉRAL	(1+2+3)	1 517 204	43 489	30 576	1 530 117

Rubriques	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations except. 30%				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges				
Provisions garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations	22 352	1 073		23 425
similaires				0.000.000
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement				
immobilisations				
Provisions pour gros entretien et				
grandes révisions				
Provisions charges sociales				
et fiscales sur congés à payer	70-30-0			
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	22 352	1 073		22 425
Dépréciations immobilisations incorporelles	22 332	10/3		23 425
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participations				
Dépréciations autres immobilis, financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	TO COURSE PURPLE			
TOTAL GENERAL	22 352	1 073		23 425
Dotations et reprises d'exploitation		1 073		
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciations des titres mis en équivalence à l	a clôture de l'exercice			

Echéances, créances et dettes Désignation: DISTRICT DE L'ESSONNE DE FOOTBALL

CADRE A	ÉTAT DES CRÉANCE	S Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
Créances rat	tachées à des participations			
Prêts				
Autres imm	obilisations financières	542		542
Clients dout	eux ou litigieux	14		
Autres créai	nces clients	19 662	19 662	
Créances r. titres prêtés	de			
Personnel et	comptes rattachés			
Sécurité soc autres organ	iale et ismes sociaux			
État et autre	Impôt sur les bénéfices Taxe sur la valeur ajouté	e		
collectivités publiques				
Groupe et a	ssociés			
	ivers (dont créances relatives ons de pension de titres)	à 235 904	235 904	
Charges con	nstatées d'avance	13 530	13 530	
The same	TOTAL	UX 269 638	269 096	542
Montant e	rêts accordés n cours d'exercice			
	emboursements obtenus n cours d'exercice			
Prêts et ava	nces consentis aux associés			

EURO

CADRE B	ÉTAT DES DETTES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de cinq ans
Emprunts ob	ligataires convertibles				-
Autres empru	unts obligataires				
Emprunts et dettes auprès établissemen de crédit		114 133	18 623	69 886	25 624
Emprunts et divers	dettes financières				
Fournisseurs	et comptes rattachés	67 408	67 408		
Personnel et	comptes rattachés	49 227	49 227		
Sécurité soci organismes s	Manager Committee Committe	19 606	19 606		
État et	Impôt sur les bénéfices				
autres	Taxe sur valeur ajoutée				,
collectivités publiques	Obligations cautionnées Autres impôts, taxes et assimilés	675	675		
Dettes sur in comptes ratta	nmobilisations et achés				
Groupe et as	sociés				
	s (dont dettes relatives ons de pension de	145 783	145 783		
Dette représe	entative de titres emp.				
Produits con	statés d'avance	24 500	24 500		
	TOTAUX	421 332	325 822	69 886	25 624
Emprunts so en cours d'e					
Emprunts re		18 312			
	dettes contractés ssociés personnes				

EN EUROS

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat	378 895	375 262
Prestations en nature	o	0
Dons en nature		
Total	378 895	375 262
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	0	0
Prestations		
Personnel bénévole	378 895	375 262
Total	378 895	375 262